

Hong Kong en révolte : Une conversation avec Au Loong-Yu

mardi 22 septembre 2020, par [AU Loong-yu](#), [FRANCESCHINI Ivan](#) (Date de rédaction antérieure : 10 septembre 2020).

Depuis un an et demi, Hong Kong est dans la tourmente, avec une nouvelle génération de jeunes citoyen.ne.s politiquement actifs/ves qui se mobilisent pour protester contre le resserrement de l'emprise de Pékin sur la ville.

Dans son livre, "*Hong Kong in Revolt : The Protest Movement and the Future of China* (Pluto Books 2020), l'éminent intellectuel de gauche natif de Hong Kong, Au Loong-Yu, retrace l'évolution du mouvement de protestation au cours des deux dernières décennies, en la replaçant dans le contexte des tendances politiques plus larges en Chine continentale et au-delà.

Publié après la promulgation [le 30 juin] par les autorités chinoises d'une nouvelle loi draconienne sur la sécurité nationale qui a clairement marqué une nouvelle étape dans la répression, ce livre est l'occasion idéale de réfléchir aux événements des derniers mois, de dissiper certains mythes et, éventuellement, de tirer quelques premières leçons.

Ivan Franceschini : En ré-examinant les mobilisations de la dernière année et demie, et en remontant plus loin dans le temps jusqu'aux autres mouvements de masse qui ont eu lieu à Hong Kong au cours de la dernière décennie, est-il possible de trouver un fil conducteur unique ayant unifié tous ces mouvements citoyens ? En d'autres termes, de quoi s'agissait-il ?

Au Loong-Yu :

On peut résumer toutes les principales mobilisations de la dernière décennie en un seul mot, à savoir « désillusion ». De façon croissante, les habitant.es de Hong Kong ont été désabusé.es par les promesses vides du pouvoir de Pékin d'une « gestion de Hong Kong reposant sur la population » et le suffrage universel.

- En 2010, sous la pression des pan-démocrates en faveur du suffrage universel, Pékin a fait la concession d'accorder cinq sièges supplémentaires au LegCo [Parlement], élus au suffrage direct. Cette concession a toutefois été rejetée par les démocrates radicaux parce que l'augmentation des sièges élus au suffrage direct devait être contrebalancée par un nombre égal de sièges élus au suffrage indirect, ce qui faciliterait les manœuvres de Pékin.

La Loi fondamentale de Hong Kong [Basic Law qui tient lieu de Constitution depuis 1997], à moins que Pékin ne la révisé, n'est valable que pour 50 ans. En 2010, un quart de cette période de validité était passé, mais le suffrage universel n'était toujours pas en place. Depuis lors, Pékin a commencé à engager une offensive croissante contre l'autonomie de Hong Kong.

- En 2012, le pouvoir de Pékin a tout d'abord demandé au gouvernement de Hong Kong de rendre l'« éducation patriotique » obligatoire afin de promouvoir sa version de l'« identité chinoise ». Il a ensuite imposé le mandarin comme support d'enseignement dans les cours de chinois, ce qui revient à refuser aux élèves hongkongais.es le droit d'utiliser leur langue maternelle, le cantonais. Les jeunes scolarisé.es en ont été amèrement offensé.es, et les plus radicaux/ales d'entre eux/elles, dirigé.es par Joshua Wong, ont fondé Scholarism pour s'opposer à cette nouvelle politique. Même les

parents se sont organisés pour soutenir la jeunesse scolarisée.

Ces deux campagnes ont réussi à empêcher le gouvernement de mettre en œuvre son plan. Cette offensive de Pékin a servi à convaincre les démocrates les plus radicaux/ales et la jeune génération qu'ils/elles devaient agir rapidement et résolument pour lutter en faveur du suffrage universel, ce qui a finalement donné naissance au « Mouvement des parapluies » de 2014.

- C'était la première fois dans le Hong Kong de l'après-guerre qu'existait un mouvement de désobéissance civile aussi massif et pacifique. Il a commencé avec le grand espoir que si celui-ci pouvait gagner le soutien de la population locale, alors Pékin devrait l'écouter.

Le mouvement a effectivement obtenu un soutien massif, mais Pékin a refusé d'en tenir compte, ce qui a brisé le cœur de beaucoup, qui ont eu le sentiment profond que leur occupation de 79 jours ne débouchait sur rien.

Derrière tout cela, il y avait aussi une profonde déception à l'égard du pouvoir de Pékin. Un mélange de colère, de démoralisation et de désespoir s'est abattu sur la jeune génération.

- Les manifestant.es n'auraient pas pu engager une deuxième grande vague de protestations si, en 2019, Pékin n'avait pas lancé une nouvelle série d'offensives, cette fois avec le projet de loi d'extradition.

Les mobilisations, avec des millions de participant.es, et au premier plan des jeunes, ont été plus importantes, parfois violentes, et ont duré beaucoup plus longtemps que le mouvement de 2014. Il s'est poursuivi pendant huit mois jusqu'au début de la pandémie. Les participant.es savaient que le projet de loi impliquait la fin de l'autonomie de Hong Kong, d'où le terme de « fin de partie » (閉關) qui est apparu à plusieurs reprises parmi les manifestant.es.

Mais il y a une autre dimension à ce « désenchantement ». La dernière décennie a été marquée par une désillusion croissante à l'égard des pan-démocrates, d'abord chez les jeunes, puis chez une partie importante des partisan.es traditionnel-les de la pan-démocratie. Au sein des classes moyennes et populaires, beaucoup croyaient autrefois en une politique modérée - qu'il ne fallait pas trop bousculer Pékin, que la désobéissance civile était trop radicale, etc.

La plupart des partis pan-démocrates avaient été tellement pacifié.es par l'ouverture électorale (partielle) qu'ils avaient cessé d'être sensibles à ce que les gens ordinaires ressentaient à propos de Pékin. Ils avaient également perdu l'appétit pour les actions de confrontation.

Leurs piètres performances en 2014 ont fait que les jeunes les ont dédaigné. La révolte de 2019, largement spontanée et sans chef, était une réponse à leur impuissance à lancer un mouvement par en bas. Elle signifiait la mort de l'ancienne politique et la naissance (difficile) d'une nouvelle.

IF : La nouvelle loi sur la sécurité nationale est considérée comme la fin de Hong Kong telle que nous la connaissions ou, dans les visions les plus optimistes, comme la conclusion tragique de cette dernière et extraordinaire vague de mobilisation populaire. Pensez-vous qu'un tel pessimisme soit justifié ? Y a-t-il un bon côté à tout cela ?

ALY :

Je pense que si une forte dose de pessimisme est justifiée, au moins à court terme, c'est davantage du fait de la cause de la défaite qu'à la défaite elle-même. Nous avons été vaincu.es pour une raison simple : une grave asymétrie entre les forces en présence.

Dans ce type de confrontation, nous ne pourrons jamais égaler l'Etat monolithique. La majorité absolue des manifestant.es, bien que très favorables au mouvement, ont continué à regarder « les braves » (前線) [les combattant.es de première ligne] affronter physiquement la police sans jamais se joindre à leur combat.

Cette réaction a un côté rationnel. Même les gens ordinaires savent, par intuition, que la réussite

d'une révolution dans une seule ville est inconcevable.

L'avant-garde du mouvement, la « génération née après 1997 », n'avait elle-même aucune réponse à cette question. C'est là que réside la plus grande faiblesse de la révolte : l'absence de perspective stratégique. Le mouvement était très bon en tactique, mais pas tellement en stratégie.

À mon avis, le mouvement de Hong Kong doit chercher ses alliés non seulement sur le plan international mais aussi, et surtout, en Chine continentale. Nous devons également admettre qu'à Hong Kong, le combat pour la liberté est une lutte de longue haleine.

Le mouvement n'a pas été capable d'apporter une réponse au caractère tendu de ses rapports avec les Chinois du continent, et qu'il doit trouver comment éviter qu'ils/elles deviennent ses ennemis, y compris celles et ceux qui immigreront ici.

Mon livre traite d'une grande manifestation, le 7 juillet 2019, qui visait à aller à la rencontre des visiteurs/euses venues du continent, pour les gagner à la cause de Hong Kong. Le militant qui a appelé à cette mobilisation ne s'attendait à la participation que de 2 000 manifestants, mais 230 000 personnes sont venues. Ils/elles se sont rendus au terminal du train à grande vitesse qui relie Hong Kong au continent afin de rencontrer les arrivants. Alors que la police s'attendait à des affrontements, il était étonnant de voir les manifestants approcher les visiteurs/euses du continent de manière amicale. On peut donc dire que la recherche d'alliés sur le continent était encore présente dans l'esprit de beaucoup.

De façon générale, cependant, s'il était naturel pour le mouvement de chercher des alliés en Occident et au Japon, ce n'était pas le cas en ce qui concerne la Chine continentale.

En conséquence, les voix qui défendaient la première démarche se faisaient toujours plus entendre que celles défendant la seconde. Avoir à choisir entre les deux était regrettable. Il aurait été possible et nécessaire de faire les deux à la fois.

Mais globalement, le mouvement n'a pas réussi à nouer une alliance consciente avec la population et des groupes en Chine continentale. S'il l'avait fait, quel qu'en soit le résultat direct, cela aurait été néanmoins bénéfique. Moins dans le sens d'un succès immédiat, mais davantage dans le sens où nous aurions pu éviter de commettre des erreurs telles que de tolérer l'attaque des localistes de droite contre tous/toutes les Chinois considérés comme des partisans du Parti communiste chinois (PCC), et cela aurait préservé la possibilité de solidarité à plus long terme.

Pékin a sauté sur l'occasion pour attaquer le mouvement dans son ensemble comme anti-Chinois afin d'éloigner du mouvement les habitants du continent et les empêcher de sympathiser avec les manifestants de Hong Kong. Il y est, dans une certaine mesure, parvenu.

Le mouvement avait une stratégie vraiment peu rigoureuse, se reflétant notamment dans le slogan *gong zung keoi gaak*, (港獨) ou « *isoler Hong Kong de la Chine* ».

Derrière ce slogan, existait aussi un sentiment pro-occidental. Tout le mal était présenté comme venant de Pékin, et toute la sympathie pour notre lutte contre Pékin était sensée venir de l'Occident ou du Japon - c'est ce que beaucoup ressentaient. Le rôle de la Chine continentale n'apparaissait pas du tout dans cette formule politique.

Ce sentiment a des raisons d'être, mais il n'a pas été, et n'est toujours pas, soutenu par la moindre analyse sérieuse, et aucune délimitation claire n'a jamais été fixée. Pour ces raisons, il fait souvent le jeu de la droite. Celle-ci a essayé, parfois avec succès, de canaliser certaines protestations vers des attitudes potentiellement sinophobes et les sentiments ouvertement pro-américains de l'establishment. Si nous ne parvenons pas à élaborer une stratégie claire visant à rechercher une alliance avec des Chinois du continent, les hongkongais resteront isolés.

Une raison d'être optimiste à moyen terme est que les gens apprennent lors des luttes. Depuis 2014, la population de Hong Kong a, pour la première fois, été fortement politisée et s'est mobilisée pour regagner des droits qui leurs avaient été retirés. D'un point de vue historique, il ne s'agit que la

première étape d'une nouvelle ère de réveil populaire. Les « cinq revendications » du mouvement en témoignent.

En ce qui concerne les partis politiques, bien que la droite se soit exprimée plus vigoureusement, ni elle ni les autres partis d'opposition n'ont beaucoup de forces. Cela signifie que toutes les tendances politiques impliquées dans la révolte de 2019 sont loin d'être consolidées. La lutte pour une organisation politique progressiste est toujours devant nous.

IF : Avec le recul, pensez-vous qu'il y ait eu parfois une chance que Pékin relâche sa pression et tienne compte des revendications de la population de Hong Kong ? Quelles leçons tirez-vous de toute cette expérience ?

ALY :

Je n'ai jamais adhéré à l'idée que le pouvoir de Pékin pourrait véritablement répondre au souhait des hongkongais.es de gérer leurs propres affaires intérieures. Ce qu'il a fait depuis la rétrocession de Hong Kong en 1997 en est une claire indication.

Six ans après la rétrocession, il a tenté de nous imposer la loi sur la sécurité nationale. Nous l'avons vaincu. Pendant un certain temps, ce pouvoir a été un peu silencieux, mais en fait, son offensive n'a pris qu'une forme plus cachée.

Il y a plus de dix ans, j'ai remarqué deux choses symbolisant la nouvelle offensive :

- Premièrement, le pouvoir de Pékin a commencé à organiser des voyous pour affronter les adeptes du [mouvement spirituel] Falun Gong ici, alors qu'auparavant il les ignorait tout simplement. En fait, peu de gens étaient attirés par leurs croyances, mais avec l'augmentation rapide des visiteurs/euses venue.es du continent, Pékin semblait désormais craindre que ces gens soient convertis par le Falun Gong, d'où un changement de tactique.

- Ensuite, Pékin a commencé à coordonner l'appareil de son parti à Hong Kong avec les structures locales de pouvoir sur le continent pour fonder des centaines, voire des milliers, d'« associations de villageois » (村委會) afin d'embrigader celles et ceux qui avaient migré du continent vers Hong Kong. Ces organisations se sont avérées essentielles pour obtenir des votes en faveur des partis pro-Pékin. Les pan-démocrates espéraient adoucir l'autocratie du pouvoir de Pékin par des liens plus étroits avec lui, mais en fait, ce sont les hongkongais.es qui ont été transformés.es.

De même, les pays occidentaux ont poursuivi leur « coopération » avec Pékin, dans l'espoir de donner à la Chine continentale une impulsion vers la libéralisation politique par le biais d'un accroissement des échanges commerciaux. De façon générale, je n'ai jamais été optimiste à ce sujet. Je qualifie d'extrême rigidité ce que le régime de Pékin présente comme des « caractéristiques chinoises », qui sont pour l'essentiel un retour à la culture politique de la Chine impériale. Le discours de Xi Jinping de 2017 sur la nécessité de transmettre le pouvoir aux personnes ayant des « gènes rouges » (c'est-à-dire la deuxième génération d'enfants de dirigeants) est une manifestation de cette pratique.

Le livre de Fei-Ling Wang, *The China Order, paru en 2017 : Centralia, World Empire, and the Nature of Chinese Power (Le pouvoir central, l'empire mondial et la nature du pouvoir chinois)* saisit bien l'aspect pré-moderne de ce régime. Mais il laisse de côté l'aspect moderne du PCC, à savoir son ambition de moderniser la Chine ou, selon les termes de Mao, de « dépasser d'abord la Grande-Bretagne puis les États-Unis » (先富強國). Derrière la foi du pouvoir en ces valeurs pré-modernes, se cache aussi une chose très moderne, très matérielle, à savoir l'intérêt fondamental de ce régime. Celui-ci combine à la fois le pouvoir coercitif de l'État, disposant des armes et des technologies les plus modernes, et la puissance de son capitalisme industriel et financier. Il parvient à ses fins en s'appuyant simultanément sur deux ensembles de règles, d'une part la loi, d'autre part les règles cachées de la bureaucratie qui l'emportent toujours sur la loi.

Ses dirigeants trouvent que ce régime sert bien leurs intérêts. Du sommet au niveau local, les responsables du Parti se sont énormément enrichis grâce à lui. Plus le système fonctionne ainsi, plus de sales secrets s'accumulent que les responsables du Parti ont besoin de dissimuler. C'est en soi une des raisons pour laquelle ils ne peuvent tolérer les opinions dissidentes.

Le Parti a besoin de la construction d'un État orwellien sur le continent et, impérativement, celui-ci doit s'étendre également à Hong Kong. Je crois que la rigidité du noyau dur du Parti-État, formé et endurcie par son type particulier d'histoire révolutionnaire, son retour à la culture politique impériale, ainsi que son intérêt bien ancré pour un État omnipotent, rend impossible une auto-réforme.

En résumé, pour avoir une évaluation moins erronée du régime de Pékin, au lieu de se contenter d'observer les apparences du PCC ou ses principaux dirigeants du moment, nous devons avoir un point de vue holistique accompagné d'approches historiques réagissant les unes sur les autres. Le côté positif de mon récit est que le PCC, au cours de sa modernisation encore plus poussée de la Chine, a aussi fondamentalement changé l'ensemble des rapports de forces initiaux en Chine. Au cours des 70 dernières années, toutes les autres classes et groupes sociaux de Chine ont été à la merci de ce Parti-État monolithique. En apparence, rien n'a changé, mais la configuration réelle a été profondément modifiée. En outre, une grande partie de la classe moyenne supérieure chinoise, la nouvelle classe ouvrière, ainsi que les travailleurs/euses exploités des ateliers de misère (sweatshops) sont également liés économiquement aux marchés mondiaux.

La rupture des relations entre la Chine et les États-Unis met désormais l'État orwellien à rude épreuve, rendant sa situation de plus en plus mouvante. Une nouvelle force politique intérieure naîtra-t-elle de cette instabilité et commencera-t-elle à défier le noyau dur du PCC ? Telle est l'énigme de cette nouvelle étape.

IF : Dans votre livre, vous consacrez également beaucoup d'énergie à expliquer ce que la mobilisation n'était pas. Vous essayez de dissiper quelques idées fausses, à savoir que le mouvement aurait été raciste, qu'il aurait visé la Chine continentale ou aurait eu pour but de réclamer l'indépendance. Pourquoi ces idées ont-elles pris racine dans l'opinion publique et pourquoi devraient-elles être rejetées ?

ALY :

Tout d'abord, nous devons nous rappeler que les entreprises médiatiques d'aujourd'hui sont toutes très puissantes pour façonner ce qu'on appelle « l'opinion publique ». Au début de la révolte de l'année dernière, lorsque des individus brandissaient le drapeau de l'indépendance, d'autres manifestant.es qui n'y étaient pas favorables essayaient de les convaincre d'arrêter en leur rappelant que le mouvement portait sur les cinq revendications, et non sur l'indépendance. Dans certains cas, la tentative de persuasion peut fonctionner. Cependant, à la fois les médias occidentaux et les médias pro-Pékin aimaient se concentrer sur les personnes qui agitaient ce drapeau, bien que pour des raisons tout à fait opposées, en ignorant le fait que la plupart des manifestant.es ne l'agitaient pas. C'est ainsi qu'une petite minorité de manifestant.es a été encouragée par les médias, tandis que la majorité, découragée, a choisi de garder le silence lors des manifestations ultérieures.

Ce qui est merveilleux dans cette révolte, c'est qu'elle a donné lieu à des centaines de manifestations, petites et grandes, présentant une grande diversité et des contradictions. Ce qui a unifié ces diverses mobilisations, ce sont les cinq revendications, et aucune autre. Il n'y a eu que quelques manifestations qui visaient potentiellement les immigrant.es du continent ou les visiteurs/euses, mais elles étaient beaucoup plus petites et n'ont eu lieu que dans des parties plus éloignées de Hong Kong. En tant que tels, ces actes ne peuvent pas représenter le mouvement.

Mais il est également vrai que la plupart des gens, qui n'approuvaient pas les localistes de droite, ont souvent choisi de garder le silence à leur sujet. Je soutiens que sans une force progressiste organisée luttant consciemment pour une identité inclusive à Hong Kong, cela continuera d'être malheureusement le cas.

IF : Enfin, vous critiquez une certaine idée qui a pris racine dans certains cercles de gauche en Occident : que les manifestations de Hong Kong étaient de droite et manipulées par des impérialistes étrangers. Quelle est votre réponse à ces insinuations ?

ALY :

Tout comme les médias aiment mettre le projecteur sur les manifestant.es qui agitent des drapeaux pro-indépendance, ils aiment faire de même avec les manifestant.es agitant des drapeaux pro-américains. Pourtant, peu de gens savent que des manifestant.e.s ont également agité le drapeau catalan et ont organisé un jour un rassemblement en faveur de l'indépendance de la Catalogne. Ces forces pro-américaines ont essayé d'empêcher la tenue d'un tel rassemblement parce que « l'Espagne est un allié des États-Unis » - un argument qui a été réfuté. Cette information est cependant passée largement inaperçue.

L'année dernière, j'étais à une conférence à Berlin où un participant a condamné le mouvement comme étant manipulé par les États-Unis en faisant référence aux manifestant.es brandissant le drapeau américain. J'ai répondu que sa condamnation elle-même pouvait être également considérée comme manipulée, mais cette fois par les médias, car elle a accepté de façon a-critique la préférence des médias pour la minorité brandissant le drapeau.

Les pan-démocrates ont toujours eu des liens étroits avec l'establishment américain et britannique, mais ils/elles ont été marginalisé.es lors de cette dernière révolte.

Il existait des forces pro-américaines organisées, mais elles étaient petites. Le mouvement de masse n'est dirigé par personne. La plupart des jeunes qui brandissent le drapeau américain n'appartiennent à aucun parti politique, ils/elles sont généralement des nouveaux/velles venu.es dans le mouvement social et ne veulent que demander un soutien international.

Ceci dit, le problème de la révolte de l'année dernière était que la plupart des manifestant.es ne se situaient pas dans une vision du monde « *gauche contre droite* », mais « *Pékin ou nous* ». C'est pourquoi ils/elles acceptent toute personne étrangère ayant le pouvoir de les aider, sans jamais se poser la question « *est-elle une véritable amie* » ? Ce manque de compréhension permet aux manifestant.es d'être parfois dépeint.es comme faisant partie du courant pro-Trump, ce qui est ensuite amplifié par les médias.

Nous devons cependant être conscients d'une autre facette de cette discussion sur les « *forces étrangères* ». Les gouvernements occidentaux, avec le Royaume-Uni et les États-Unis à leur tête, sont reconnus comme des parties prenantes légitimes par le Parti communiste chinois lui-même, comme le stipule la Loi fondamentale [Basic Law servant de Constitution].

Cette loi stipule de façon détaillée que les habitant.es de Hong Kong pourront continuer à être régie.es par le droit britannique, jouir du droit au passeport britannique, et même permettre à des étranger.es d'être employé.es comme fonctionnaires, du plus bas au plus haut rang de la hiérarchie (sauf pour les fonctions les plus élevées), y compris comme juges étranger.es, etc. Cela aurait dû donner aux États-Unis et au Royaume-Uni beaucoup d'influence, au moins pour les 27 années restantes avant l'expiration de la Loi fondamentale, à moins que celle-ci ne soit révisée à nouveau.

Avec le projet de loi d'extradition, Pékin n'a rien fait de moins que de rompre ses promesses, tant celles figurant dans la déclaration conjointe sino-britannique (1984), que dans la Loi fondamentale. Je n'ai jamais approuvé ces deux documents. En fait, les habitant.es de Hong Kong ont toujours été

exclu.es des négociations sur leur propre sort. Si Pékin avait voulu décoloniser l'héritage colonial de Hong Kong, il aurait dû le remplacer par une protection encore meilleure des droits de l'Homme et honorer sa promesse de suffrage universel, et non le remplacer par son propre système juridique ou, encore pire, ou anéantir l'autonomie de Hong Kong. Si le gouvernement américain n'est pas notre véritable ami, à l'heure actuelle, Pékin est notre véritable ennemi. Et c'est cela qui compte.

IF : Dans le livre, vous expliquez comment la jeunesse a joué un rôle fondamental dans la mobilisation. En quoi la « génération née après 1997 » est-elle si différente de celles qui l'ont précédée ?

ALY :

Aujourd'hui, Pékin veut prendre le contrôle total de l'éducation à Hong Kong pour s'assurer que les jeunes ne seront pas influencés par des idées dangereuses. C'est risible, et même contre-productif. J'ai été professeur dans le secondaire pendant près de 20 ans. J'ai terriblement échoué en essayant d'inculquer à mes élèves un esprit de rébellion contre l'éducation coloniale. Le temps pour cela n'était tout simplement pas encore venu. Ce n'est qu'avec l'arrivée de la « génération d'après 1997 » qu'une partie importante de la société a commencé à s'agiter.

C'est une génération qui est pleine de colère et d'espoir.

- Si ces jeunes sont en colère c'est parce qu'ils/elles se sont sentis trompés par Pékin. Depuis leur naissance, ils/elles entendent parler des habitants de Hong Kong qui mettent Pékin au défi d'honorer sa promesse de suffrage universel. Alors qu'ils/elles grandissaient, le suffrage universel n'existait nulle part, et Pékin a lancé vague après vague des attaques contre l'autonomie de Hong Kong, d'où leur colère.

- D'un autre côté, ces jeunes pensent qu'il reste encore de l'espoir, mais seulement si ils/elles sont radicaux/cales - ou du moins plus radicaux/cales que les pan-démocrates. Il leur fallait trouver un nouveau moyen de riposter. Ce qu'ils/elles ont trouvé est résumé dans des formules comme « *par tous les moyens nécessaires* », « *être fluide comme l'eau / Be water* », « *être courageux / Be brave* », etc. Si la désobéissance civile et l'occupation des rues principales en 2014 n'ont pas suffi à faire céder Pékin, alors combattons la police et occupons le Parlement !

Leur courage vient aussi de leur mentalité de « fin de partie » : ce sera notre dernier combat pour l'autonomie, alors n'épargnons aucun effort !

Un autre facteur en jeu était les libertés relatives dont ces jeunes ont bénéficié en grandissant.

- Sous le régime colonial britannique, cette génération a grandi dans une atmosphère assez répressive et a appris à être apolitique pour éviter les ennuis. C'est pourquoi pendant 30 ans, le mouvement démocratique a toujours été très timide. La jeune génération veut montrer en quoi elle est différente de l'ancienne.

- Les jeunes étaient inexpérimentés, mais cela leur permettait aussi de sortir des sentiers battus des pan-démocrates. Aujourd'hui, ils/elles ont vu de leurs propres yeux que même une révolte aussi massive que celle de l'année dernière n'a pas fait céder Pékin ; Au contraire, cette dernière a maintenant riposté avec une arme encore plus meurtrière, la loi de sécurité nationale.

Les jeunes comprennent enfin que la lutte sera très longue et qu'il n'existe pas de « fin de partie ». Ce sera aussi un combat très dur, car le programme de du pouvoir de Pékin est de détruire cette génération, comme il l'avait fait déjà en 1989.

- En résumé, on peut dire que la contribution des jeunes est qu'ils/elles ont pu, comme le jeune garçon qui avait fait remarquer à haute voix que « le roi est nu », identifier le vrai problème. Ils/elles ont également essayé de le résoudre, même si les événements ont prouvé que c'était une tâche à laquelle ils/elles n'étaient pas encore totalement préparés.

IF : Nous avons récemment publié un article d'Anita Chan sur l'extraordinaire prolifération

des syndicats à Hong Kong au cours de l'année dernière.

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article54328>

Vous consacrez également une partie de votre livre à ce phénomène.

Pouvez-vous, s'il vous plaît, approfondir un peu plus le rôle des travailleurs/euses pendant ces mobilisations ? Quelles sont les perspectives de ce mouvement syndical naissant dans le cadre de la nouvelle loi sur la sécurité ?

ALY :

Si l'on compare la révolte de l'année dernière au mouvement des parapluies de 2014, on constate qu'un pas en avant a été fait par le monde du travail.

La confédération des syndicats pro-démocratie (HKCTU) a été fondée en 1990, et revendique aujourd'hui 95 syndicats affiliés représentant 190 000 membres. Elle continue à suivre la ligne politique des pan-démocrates, ce qui a fini par lui aliéner la jeune génération. C'est l'une des raisons pour lesquelles HKCTU n'a pratiquement joué aucun rôle au sein du mouvement des parapluies. HKCTU avait appelé à la grève, mais j'ai l'habitude de dire que seuls deux syndicats et demi avaient répondu à cet appel, car le syndicat des enseignant.es n'était pas très chaud. C'était le reflet de la faiblesse fondamentale du mouvement syndical hongkongais à cette époque.

L'année dernière, alors que le mouvement venait de commencer début juin et juste après la marche de deux millions de personnes, HKCTU a appelé à une nouvelle grève, mais sans succès. L'histoire semblait se répéter. Mais les jeunes n'ont pas permis cela. Les mois suivants ont connu une mobilisation croissante, mais les jeunes étaient de plus en plus conscient.es qu'ils/elles ne pourraient pas, à eux/elles seul.es, faire céder Pékin. Ils/elles ont donc appelé à plusieurs reprises à la grève générale.

C'est également à ce moment-là qu'un nouveau segment de jeunes salarié.es a commencé à émerger en tant que potentiel militant. S'alliant à HKCTU, les forces rassemblées ont pu appeler à une grève générale réussie le 5 août 2019, pour la première fois depuis de nombreuses décennies. Y notamment participé massivement des pilotes d'avion et des agents de bord. La moitié des vols ont été cloués au sol, ce qui a plongé le trafic aérien dans le chaos. Bien que les appels à la grève ultérieurs aient échoué après que Pékin ait riposté en forçant la compagnie aérienne Cathy Pacific à licencier quelques dizaines de grévistes, la grève du mois d'août est restée dans la mémoire de beaucoup comme une preuve de la puissance du monde du travail. Elle a également jeté les bases d'un nouveau mouvement syndical qui a donné naissance à des dizaines de nouveaux syndicats.

La propagation de la pandémie de Covid-19 a donné l'occasion au tout nouveau syndicat des employé.es de l'administration hospitalière (HAEA) de tester sa force. Ce syndicat représente 20 % des 80 000 employé.es. En février 2020, il a appelé à la grève pendant cinq jours consécutifs pour demander au gouvernement de fermer temporairement les frontières entre Hong Kong et la Chine continentale afin d'empêcher la pandémie de se propager davantage à Hong Kong.

Le côté positif de cette grève est que l'on a pu constater que cette nouvelle direction syndicale avait le cran de se battre, ce qui est très rare parmi les syndicats locaux. Le côté négatif, cependant, est qu'à plusieurs reprises, il a semblé que ses membres n'étaient pas prêt.es à adopter une ligne plus militante.

Avec l'intensification de la répression résultant de la loi sur la sécurité nationale, ce nouveau mouvement syndical est maintenant confronté à son plus grand défi depuis sa fondation. Les syndicats ne sont peut-être pas la principale cible du pouvoir de Pékin, mais ce dernier éprouve une aversion certaine envers le syndicalisme militant. J'espère que les nouveaux syndicats auront suffisamment de temps pour se consolider avant que Pékin ne lance sa prochaine offensive.

IF : Un aspect que je ne trouve pas souvent mentionné dans la couverture médiatique est la manière dont la loi sur la sécurité nationale aura un impact prévisible sur la société civile de Chine continentale. Pendant trois décennies, Hong Kong a été la porte d'entrée du financement d'un large éventail d'organisations de la société civile en Chine continentale, y compris d'organisations de défense des droits des salarié.es (Labour NGOs), de juristes spécialisé.es dans les droits de l'Homme et d'autres types de groupes militants. Alors que la société civile chinoise subit déjà des assauts sans précédent, un tel rôle pourra-t-il continuer à être joué par Hong Kong ?

ALY :

Pour l'instant, la situation est déjà très difficile. Certains groupes de Hong Kong ayant soutenu le monde du travail chinois ont dû soit cesser leurs activités, soit réduire considérablement leurs effectifs et faire profil bas. Plus la crise économique s'aggrave et plus le conflit avec les États-Unis s'intensifie, plus il est probable que Pékin cherchera à éliminer totalement les organisations ouvrières du continent, en particulier celles qui ont des liens avec Hong Kong.

Je me souviens qu'il y a une douzaine d'années, nous avons loué un bus à Shenzhen et emmené tout un groupe de syndicalistes de base allemand.es pour visiter des usines où des grèves avaient eu lieu. Nous n'avions pas osé sortir du bus, mais les militant.es allemand.es étaient néanmoins impressionné.es par les histoires que nous leur avons raconté et heureux d'avoir pu voir les usines. Ceci est inimaginable aujourd'hui. L'espace étroit, mais réel, pour le militantisme associatif dans le delta de la rivière des Perles a disparu depuis longtemps.

Mais nous avons néanmoins toujours un autre type de levier. Depuis des décennies, l'image de hongkongais.es défendant leurs droits est une source d'inspiration pour beaucoup de monde sur le continent. En cette nouvelle période de répression, Hong Kong pourrait encore favoriser l'émergence d'un mouvement d'en bas en Chine continentale de manière indirecte, c'est-à-dire par sa propre lutte pour l'autonomie et la démocratie.

Ceci est important car l'atout de Hong Kong réside davantage dans son « pouvoir de séduction » (soft power) que dans son inexistant « force brute » (sharp power) que certains « braves » recherchaient lors des manifestations.

Rendre Hong Kong inhospitalière pour les Chinois.es du continent est suicidaire. Malheureusement, lors de la révolte de l'année dernière, le pouvoir de Pékin a pleinement profité de la présence des localistes de droite pour dépeindre l'ensemble la révolte comme une volonté de parvenir à l'indépendance et de dénigrer la Chine, en y ajoutant ce mouvement était partisan de Trump. Cela a aliéné des allié.es potentiel.les du mouvement sur le continent.

Le problème pour Hong Kong réside moins dans l'existence de localistes de droite que dans l'absence d'un mouvement ouvrier de gauche suffisamment important pour être en capacité de mettre l'aile droite sous contrôle. La bonne nouvelle est qu'avec le nouveau mouvement syndical, il existe maintenant une toute nouvelle couche de syndicalistes pouvant être gagnée à l'objectif de constituer un mouvement ouvrier orienté à gauche, même si cela prendra du temps.

Deuxièmement, les graines semées par les syndicalistes du continent et de Hong Kong au cours des deux dernières décennies continueront de croître à l'avenir.

Il y a vingt ans, la plupart des travailleurs/euses migrant.es d'origine rurale, n'avaient aucune idée de leurs droits légitimes. Grâce à leur propre lutte et à l'aide des organisations les soutenant (Labour NGOs), beaucoup d'entre eux/elles sont aujourd'hui beaucoup mieux informé.es et prêt.es à revendiquer leurs droits. En 2018, par exemple, plus d'une centaine de victimes de la silicose originaires du Hunan se sont spontanément organisées pour se rendre à Shenzhen (où elles avaient

contracté la maladie professionnelle en travaillant) afin de demander une indemnisation. Face à une répression intense, les travailleurs/euses ne peuvent pas s'organiser dans la durée, mais grâce à ce genre de luttes défensives, ils/elles peuvent néanmoins prendre partiellement conscience de leur force.

**IF : Quelle est la prochaine étape pour les hongkongais.es ?
Quels moyens reste-il, à nous qui vivons à l'étranger, pour exprimer notre solidarité ?**

ALY :

Depuis que vous m'avez envoyé vos questions, la situation à Hong Kong s'est encore aggravée, jour après jour. L'asymétrie absolue de puissance entre Pékin et Hong Kong implique que nous serons dans une situation désastreuse pour les années à venir, à moins que la situation sur le continent ne prenne un surprenant virage.

Certain.es manifestant.es célèbrent aujourd'hui le succès de leur « tactique de la terre brûlée » après que les États-Unis aient annulé le statut spécial de Hong Kong. Je ne souscris pas à leur idée de « succès » car transformer Hong Kong en un champ de bataille entre Pékin et Washington va aggraver les choses, et non les faciliter. Je n'ai cependant pas l'intention de blâmer outre mesure ces défenseurs/euses de la « terre brûlée », car depuis toujours, Hong Kong a été trop petite pour jouer un quelconque rôle de premier plan dans le façonnement de son propre destin. Malheureusement, son sort reste déterminé par des forces extérieures. Aussi parfaite que soit notre résistance, une fois que Pékin aura décidé de mettre un terme à notre autonomie, il en sera fini de celle-ci.

La résistance quotidienne pour empêcher que les choses ne s'aggravent est toujours nécessaire, mais nous devons nous préparer au jour où l'opposition organisée sera totalement exclue des élections, sinon totalement anéantie. La population de Hong Kong est consciente de cette catastrophe imminente et attend donc avec impatience un soutien international accru. Toutefois, en tant que petit territoire, cela peut aussi signifier que la lutte pour défendre notre autonomie nous a échappé.

C'est précisément en raison du caractère unique de Hong Kong - petit territoire mais important sur le plan géopolitique ainsi que pour son statut financier international - que la pression internationale est vitale pour nous.

Encore faut-il que celle-ci aille dans le bon sens. Nous savons tous trop bien que les gouvernements sont davantage une force au service de l'establishment que le moteur de changements progressistes. Il est tout simplement trop dangereux de laisser aux seuls gouvernements étrangers la campagne de solidarité avec les mouvements démocratiques de la Chine continentale et de Hong Kong, sans parler de céder celle-ci à Trump.

Nous avons besoin que les organisations syndicales et civiques progressistes internationales, ainsi que des personnes à titre individuel, fassent pression sur leurs gouvernements afin qu'ils agissent dans le bon sens, et non dans le mauvais. La condition préalable à cet objectif est de bien comprendre la situation réelle qui prévaut ici. Je suggère que nous devrions être guidé.es moins par l'idéologie et davantage par l'investigation objective et la simple empathie. J'entends ici l'idéologie dans le sens d'une « illusion socialement nécessaire » qui divorcée de la réalité.

Ce qui a unifié le gigantesque mouvement de Hong Kong, ce sont les cinq revendications, dont quatre étaient liées à l'opposition au projet de loi sur l'extradition, la cinquième étant le suffrage universel. Comment une personne se disant de gauche ou progressiste peut-elle ne pas soutenir ces revendications ?

Traduit de l'anglais par ESSF

Ivan Franceschini est chercheur postdoctoral au Centre australien sur la Chine dans le monde, à l'Université nationale australienne.

Il travaille sur le militantisme syndical chinois depuis plus de dix ans, et ses recherches actuelles portent principalement sur la présence de la Chine au Cambodge.

Au Loong-Yu est un écrivain basé à Hong Kong. Son précédent livre, *China Rise : Strength and Fragility*, a été publié par Merlin Press en 2012 et partiellement traduit en français par Syllepse. Son livre le plus récent : *Hong Kong in Revolt : The Protest Movement and the Future of China*, a été publié par Pluto in Août 2020.

P.-S.

<https://madeinchinajournal.com/2020/09/10/hong-kong-in-revolt-a-conversation-with-au-loong-yu/>